

UNE NOUVELLE ÈRE DE RESPONSABILITÉ S'OUVRE À WASHINGTON

John Podesta

Président du Center for American Progress Action Fund
Ancien secrétaire général de la Maison Blanche auprès du Président Clinton
Membre du conseil scientifique de Terra Nova
Le 7 novembre 2010

Note
intégrale

Ne tentons pas en vain d'éviter la leçon des élections de mi-mandat du 2 novembre : les Américains sont profondément déçus de la façon dont ils sont gouvernés. Le débat politique a atteint un niveau partisan et politicien abyssal et les électeurs, depuis maintenant trois élections nationales, demandent un changement pour sortir du marasme. Ils veulent des progrès sur l'économie, la création d'emploi, les impôts et le déficit fédéral. Qu'ils votent d'un côté ou d'un autre, les électeurs veulent des solutions à ces problèmes. Maintenant.

Cet appel impératif des électeurs (« fix it ») porte en lui de lourdes responsabilités à l'adresse des élus républicains désormais majoritaires à la Chambre des Représentants et de leur minorité renforcée au Sénat, comme à celle de la majorité démocrate au Sénat, au Président Obama et à son Administration.

Les Républicains doivent devenir des partenaires constructifs et s'associer à la gouvernance de notre pays. Ils ne sauraient rester le « parti du non » après les résultats de mardi. Les leaders républicains doivent apporter des réponses législatives sérieuses aux problèmes profonds auxquels notre pays doit faire face aujourd'hui et pour demain.

Quant aux responsables démocrates au Sénat et à l'Administration Obama, ils doivent être prêts à travailler avec les Républicains vers des compromis tangibles. Les économistes de droite, de gauche et du centre considèrent peut-être que l'équipe au pouvoir est parvenue à éviter la seconde Grande Dépression après celle des années 30, mais les électeurs nous ont clairement fait comprendre qu'ils attendaient plus : désormais, ils veulent que les Républicains et les Démocrates travaillent à une transition économique intelligente, vers une sortie de crise génératrice d'emplois.

Pour satisfaire ce besoin de consensus, notre Président et commandant en chef des armées doit être ouvert aux idées novatrices. Il devra aussi définir clairement ses priorités politiques. Cette demande paraît sans doute contradictoire avec l'appel au compromis. Le leadership sous la cohabitation se doit d'être ouvert aux différentes idées. Mais il doit aussi faire preuve de clarté dans ses principes et ses objectifs. Le pouvoir exécutif, les Démocrates au Congrès et le pouvoir de veto présidentiel sont autant d'armes qui permettent à Barack Obama de donner une impulsion décisive au pays. Au Center for American Progress, nous croyons qu'il lui faut définir trois grands objectifs.

Premier objectif, le débat à venir ces prochaines semaines sur la politique fiscale doit être guidé par des principes intangibles : la réforme doit produire une croissance soutenue tout en remettant le pays sur la voie de la discipline budgétaire ; et la réforme doit être équitable pour les classes moyennes américaines et leurs familles. Une réforme pertinente devra atteindre ces deux objectifs. Les réductions d'impôts du Président Bush constituaient à ce titre un double échec.

Ensuite, le débat sur notre déficit budgétaire ne peut tout simplement pas déboucher sur la privatisation de la sécurité sociale. Les élections de mardi ne constituent en aucun cas un mandat pour sacrifier ce socle historique de l'engagement américain pour l'intérêt général. L'objectif de la réforme doit être de renforcer et de garantir la sécurité sociale, pas de la privatiser.

Enfin, le Président et les Démocrates doivent tenir bon face à la promesse des Républicains d'en finir avec la réforme de la santé, la plus grande avancée législative depuis deux ans, qui offre une santé de qualité et à moindre coût à tous les Américains. Son application doit se poursuivre, non seulement pour les gains fiscaux qu'elle promet dans les années à venir, mais aussi pour les considérables avancées sanitaires et sociales qu'elle réserve à la vaste majorité des Américains au fur et à mesure de sa mise en place. La nouvelle loi mérite qu'on lui accorde le temps de produire ses effets.

Les responsables républicains auront sans doute leurs propres priorités politiques à défendre auprès du Président Obama et de leurs collègues Démocrates au Congrès. Mais il est dans leur intérêt de comprendre qu'avec cette nouvelle majorité à la chambre leur échoit une responsabilité considérable : celle d'adapter ces demandes au besoin impérieux que le gouvernement de notre pays puisse répondre à l'appel des citoyens. Or, les citoyens désirent avant tout la croissance, la création d'emplois, et de l'ordre dans nos budgets publics. Ceci impose de s'intéresser au futur de notre pays, et pas d'essayer de gagner des points contre le Président.

Je suis optimiste, car je sais que les citoyens américains le désirent aussi, et sont prêts à se faire entendre encore dans l'isolement.

Traduit de l'américain par Thomas Paga